

Pour une politique de souveraineté européenne du numérique

Déclaration du groupe Personnalités qualifiées

Frédéric Boccara : « Pour résumer mon opinion sur cet avis : l'analyse est passionnante, très pertinente, mais partielle et j'oserais dire qu'on ne voit pas assez la nouveauté — révolutionnaire — de ce qui monte. Je n'ai pas de désaccord avec les préconisations, mais elles sont parfois un peu floues, ou trop générales, et là encore partielles ou privilégiant trop les aspects défensifs.

J'ai beaucoup appris cher Benoît. Mais...

Mais nous sommes face à une révolution proprement informationnelle, dont l'aspect numérique n'est qu'un élément, comme hier la vapeur n'était qu'un élément de la révolution industrielle.

C'est-à-dire que c'est l'information qui est au cœur de cette révolution technologique en cours.

L'information, ce ne sont pas seulement les « news » télévisées. L'information, c'est tout à la fois le vecteur et le sens : c'est tout aussi bien une formule chimique pour fabriquer un médicament, qu'un ensemble d'opérations prescrites à des machines par un programme dans une usine, un algorithme, ou encore les connaissances résultant d'un algorithme d'intelligence artificielle croisant différentes données concernant mon comportement, ou le vôtre.

Et donc, la nature de cette révolution technologique est radicalement différente de celle de la révolution industrielle : l'information est en son cœur. Dans la révolution industrielle, on remplaçait la main de l'homme maniant l'outil par des machines-outils. Dans la révolution informationnelle, on remplace certaines activités du cerveau humain — celles qui transforment l'information et qui en créent — par l'activité de machines « informationnelles » transformant et reproduisant les informations.

Or l'information, cela se partage et cela peut être doué d'ubiquité. Contrairement à une machine-outil, ou un produit physique, qui s'approprie et qui est dans un seul endroit à la fois.

Enfin, l'information c'est avant tout du sens, de la compréhension de l'interprétation, ce qui renvoie aux êtres humains et à leurs capacités d'une part, et d'autre part aux machines qui peuvent directement interpréter les informations comme des actes opératoires.

C'est ainsi la relation hommes/machines qui est profondément bouleversée.

En principe du moins. Car il faut en prendre conscience. C'est-à-dire aller dans le sens de l'Histoire : en commençant à inverser les logiques. Qu'à cette révolution technologique, objective, corresponde une révolution des rapports sociaux, aussi bien juridiques, que de production, ou de consommation, d'usage, des modes de vie et de la re-génération humaine.

Pourquoi dire cela ?

Eh bien, c'est que les capacités créatrices des êtres humains, et leurs capacités de compréhension sont trop absentes de l'analyse de l'avis. Comme de ses recommandations.

Or ces capacités tendent à devenir décisives. Il faut les appuyer et les émanciper ! C'est peut-être aussi cela la souveraineté européenne à construire.

Et cela implique une inversion du paradigme actuel dominant, issu du capitalisme, qui donne la priorité aux machines et à leur accumulation.

Or l'avis tend à être un peu suiviste du paradigme dominant, focalisé sur les plateformes, l'internet, et saint-simonien, au lieu de se centrer sur l'articulation hommes/matériel et sur le « sens ».

Alors, j'offre le bénéfice du doute positif aux préconisations qui sont formulées, même si elles sont encore trop générales et manquent, à mon avis, d'un sens clair qui leur soit donné, ou si elles sont parfois ambivalentes.

Je voterai donc cet avis.

Nous pouvons nous permettre là un consensus. Il ne s'agit pas, là, de rechercher un compromis.

Mais je regrette que la formation, la formation tout au long de la vie, ne soit pas au cœur des préconisations formulées, de même que le rôle clé de la culture, de l'effort pour développer toutes les capacités humaines de compréhension et surtout de création. Et je regrette aussi l'absence d'interrogation sur le « sens » de ce qui se joue, de qui décide et pourquoi, y compris d'interrogation sur le sens de la souveraineté à établir — une souveraineté réelle et effective, pas une souveraineté de type nationale, ou cherchant à reproduire d'autres souverainetés nationales et à visée impérialiste.

Mettre mieux l'information, les êtres humains et les sens au cœur de l'avis aurait pu avoir cinq ensembles de conséquences :

Des propositions plus ambitieuses de formation de toutes et tous, plus ambitieuses qu'un « socle », et, surtout, pour la formation au long de la vie -- la promotion pas seulement la protection -- articulée à une baisse radicale du temps de travail et j'entends une formation qui ne soit pas réduite à sa seule dimension technique, au demeurant indispensable ;

Des propositions pour l'émancipation au travail et les droits des travailleurs, comme des habitants, sur les gestions des grandes entreprises et leurs décisions stratégiques d'investissements et de recherche ;

Des propositions sur les droits des créateurs d'information, leur protection et leur rémunération ;

Des propositions sur le financement -- nerf de la guerre dans ce qui se joue concernant notre avenir, qui appelle une révolution des logiques de financement -- avec des critères d'usage et d'utilisation, plutôt que de nationalité, et la mobilisation des banques, dont la BCE, et du crédit à taux zéro, bien au-delà de la vision portée par les marchés financiers porteurs de rentabilité maximale d'un capital et d'accumulation anti-écologique et anti-sociale ;

Et enfin, des propositions d'une autre articulation finance/industrie que son financement par des aides aveugles comme le Crédit impôt-recherche, que l'avis a tort de conforter, ou des propositions s'opposant au contrôle financier de court terme des entreprises par d'énormes capitaux financiers. Ce pourraient être notamment de nouvelles règles européennes où des services publics ouverts à la société et aux PME/TPE pourraient être en Europe des prescripteurs longs, des donneurs d'ordre des entreprises, dans une relation longue, au lieu des oligopoles privés financiers ou de la concurrence libre et non faussée, dogme des règles européennes actuelles ».

Guillaume Duval : « Je voudrais tout d'abord remercier Benoît Thieulin et la section des affaires européennes et internationales d'avoir produit cet avis. Il synthétise en effet de manière particulièrement ramassée un état des lieux très inquiétant sur une question que chacun sait centrale pour l'avenir de nos sociétés et de nos économies.

La dépendance quasi-totale de l'Europe à l'égard des GAFAM et l'absence de ses industriels de presque tous les marchés des terminaux d'accès à Internet ont de multiples conséquences économiques et sociales négatives, notamment sur le plan fiscal pour nos États, mais aussi pour l'avenir de nombreux secteurs d'activités et en particulier celui des médias, essentiel pour la démocratie, spolié et déstructuré par les GAFAM. Cette situation fait peser de plus de graves menaces sur la souveraineté de l'Europe et de ses États membres ainsi que sur les droits et libertés de leurs citoyens, que l'affaire NSA-Snowden avait illustré de façon accablante en 2013.

Quand on pense que l'Internet a été inventé en Europe par des Européens il y a exactement trente ans et qu'on a en mémoire les niaiseries proférées il y a 20 ans dans le cadre de la fameuse stratégie de Lisbonne - faire de l'économie de l'Union européenne «

l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde » - on aurait presque envie d'en rire si l'affaire n'était pas aussi grave.

Depuis trente ans les instances européennes ont dépensé une énergie politique et technocratique colossale pour libéraliser les marchés et démanteler les services publics des États membres, pour imposer des mécanismes toujours plus sophistiqués afin de garantir partout des politiques budgétaires restrictives qui ont empêché l'Union européenne de se redresser après la crise de 2008, pour flexibiliser les marchés du travail et faire reculer dans tous les États les droits et les protections des salariés... Et pendant ce temps elles ont laissé en revanche s'installer sans quasiment réagir jusqu'à ces derniers mois, la situation de dépendance et de faiblesse catastrophique que décrit cet avis : les sujets sur lesquels la marche actuelle de l'Union européenne mérite d'être critiquée ne manquent pas mais le fiasco du numérique européen n'est à coup sûr pas le moindre.

Ce fiasco n'est cependant pas simplement celui de Bruxelles. Les gouvernements français successifs y ont concouru et continuent d'y concourir activement, notamment en se montrant très accueillants vis-à-vis des GAFAM pour structurer la numérisation de l'action publique en France. L'accord conclu par la France avec Google en 2013 dans le domaine des médias avait été en particulier une reddition en rase campagne et un coup de poignard dans le dos des efforts de régulation qui commençaient alors à être engagés à l'échelle européenne.

Ceci étant dit, on ne peut évidemment pas refaire l'histoire et nous en sommes malheureusement bien au point que présente cet avis... Je ne suis pas sûr que ses recommandations soient toutes à la hauteur des enjeux et de l'urgence qu'il décrit mais s'il peut contribuer à l'indispensable sursaut européen dans ce domaine essentiel, je le voterai volontiers ».